

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 07/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CHRU de Lille - Blanchisserie Centrale**

5 Avenue Oscar Lambret  
59037  
59000 Lille

Références : 2025\_02\_05\_Blanchisserie\_CHRU\_Lille\_Suivi\_MeD  
Code AIOT : 0007002611

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2025 dans l'établissement CHRU de Lille - Blanchisserie Centrale implanté rue Van Hende 59000 Lille. L'inspection a été annoncée le 09/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHRU de Lille - Blanchisserie Centrale
- rue Van Hende 59000 Lille
- Code AIOT : 0007002611
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Blanchisserie Centrale Hospitalière de Lille est l'un des établissements non cliniques du Centre Hospitalier Régional Universitaire (CHRU) de Lille. Sa vocation est d'assurer un service rapide et de qualité qui commence par la collecte du linge sale jusqu'au retour du linge propre dans les services et les établissements de soins du CHRU de Lille.

La Blanchisserie centrale hospitalière de Lille traite le linge hospitalier du CHRU de Lille, du centre hospitalier de Seclin et du centre hospitalier d'Armentières. La production de linge propre s'effectue selon les étapes suivantes : réception du linge sale, triage, lavage en continu puis essorage, lavage aseptique en cas de besoin, séchage, repassage et pliage, distribution et expédition de linge propre.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un rapport de vérification des installations de protection contre la foudre de DEKRA daté du 13 septembre 2024. Il s'agit d'une visite visuelle. L'exploitant précise que tous les dispositifs n'ont pas fait l'objet d'une vérification.

Par ailleurs, le rapport mentionne 3 observations récurrentes : le compteur foudre est détérioré, la protection mécanique est détériorée au bas de la descente, les mesures de protection contre les tensions de pas et de chocs aux pieds des descentes voulues par l'étude technique n'ont pas été mises en place.

L'exploitant précise qu'un devis est en cours auprès d'un prestataire pour lever ces non-conformités.

Les dispositifs de protection contre la foudre ne semblent pas être en bon état. Cependant, ces dispositifs ne sont pas réglementairement prévus, ni dans les arrêtés préfectoraux applicables, ni dans l'arrêté ministériel relatif aux installations classées à enregistrement au titre de la rubrique 2340. La rubrique 2340 n'est pas ailleurs pas visée par l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Aussi, il ne s'agit pas d'une non-conformité. Cependant, et en tout état de cause, l'inspection encourage vivement l'exploitant à remettre en état ces dispositifs et d'en assurer un suivi régulier s'il souhaite les maintenir en place. Dans le cas contraire, l'exploitant fait démanteler les installations de protection et ne maintient pas en place des équipements en mauvais état.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suivi de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 1	Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure	6 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 24	Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Transmission des résultats d'autosurveillance	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 56	Sans objet
3	Produits dangereux	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 11	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 24	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé aux mesures de bruit conformément à l'arrêté de mise en demeure du 6 août 2024. L'arrêté de mise en demeure peut être abrogé. Les résultats des mesures de bruit sont conformes en limite de propriété et en émergence de jour. L'émergence en période nocturne est non-conforme. L'exploitant s'engage à fournir sous 6 mois des mesures complémentaires pour déterminer l'origine du dépassement.

Concernant les autres points relevés lors de la visite d'inspection précédente, l'exploitant a tenu compte des observations de l'Inspection et a mis en œuvre des mesures pour y répondre.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Suivi de mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b>  La blanchisserie du centre hospitalier régional universitaire de Lille, dont le siège social est situé 5 avenue Oscar LAMBRET à Lille (59) est mise en demeure, de : <ul style="list-style-type: none"> <li>respecter l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire et l'article 51 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 en faisant réaliser des mesures du niveau de bruit et de l'émergence dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport du 15 novembre 2024 relatif aux dernières mesures de bruit réalisées par Kalies. Le rapport mentionne des résultats conformes, excepté pour l'émergence de nuit au point 6 (émergence de 5,4 dB(A) pour une valeur limite à 3 dB(A)). L'exploitant précise cependant ne pas comprendre ce dépassement. Il indique que les outils de production fonctionnent de 6h à 16h, puis sont arrêtés. En période nocturne, seules les tourelles d'extraction situées en toiture continuent à fonctionner. L'exploitant précise par ailleurs que sur les 7 tourelles présentes, seules 3 fonctionnent la nuit suite aux dernières mesures de bruit de 2020 qui n'étaient pas conformes.

<p>L'exploitant émet l'hypothèse que ce dépassement ne vienne pas de ses installations. Il propose de procéder à une mesure complémentaire avec le même bureau de contrôle en arrêtant une à une toutes les tourelles d'extraction afin de déterminer si le dépassement en émergence est lié à ses installations et, dans l'affirmative, la ou les tourelles potentiellement responsables des nuisances. L'exploitant s'engage à faire un retour à l'inspection des installations classées sous 6 mois.</p> <p>La mise en demeure relative au non-respect de la fréquence des mesures de bruit peut être levée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant procède aux mesures complémentaires évoquées ci-dessus et détermine la nature du dépassement de la valeur d'émergence au point 6. Dans le cas où le dépassement est lié à ses installations, l'exploitant prévoit les mesures permettant de revenir à une situation conforme.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 2 : Transmission des résultats d'autosurveillance

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 56</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance et transmission</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les résultats des mesures sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées. Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Avant l'inspection, l'outil GIDAF a été consulté. Des dépassements des valeurs limites de pH étaient toujours constatés pour les mois de mars, avril, septembre, octobre et décembre 2024.</p> <p>L'exploitant indique que la cause de ces dépassements à répétition a été déterminée comme étant liée à la défaillance de clapets empêchant ainsi l'injection d'acide pour réguler le pH. L'exploitant indique avoir réalisé les réparations nécessaires courant janvier.</p> <p>Les résultats des dernières mesures du 29 janvier 2025 ont été présentés, le pH était de 5,5 soit dans la plage définie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant s'assure de l'absence de nouvelle dérive du pH.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la dernière inspection, la demande suivante avait été formulée :  L'exploitant formalise son inventaire afin de disposer d'un état des stocks. Le document permettant de tracer cet inventaire précise les quantités maximales susceptibles d'être stockées, ainsi que pour chaque vérification, la quantité réelle sur le site (la quantité des bidons d'en-cours sera estimée).</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a formalisé un état des stocks mentionnant les produits présents, le poids de produit par IBC, le nombre d'IBC présents et le poids de produit stocké sur site. Le document mentionne également la quantité maximale de produit susceptible d'être stockée sur le site.  L'inventaire est prévu pour être mis à jour tous les 15 jours. Dans les faits, la périodicité de 15 jours n'est pas respectée. Notamment, il n'y a pas d'inventaire réalisé entre le mois d'août 2024 et le mois de janvier 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant sensibilise ses équipes sur la nécessité d'avoir un état des stocks à jour. Il s'assure que la mise à jour soit faite à minima tous les 15 jours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.  Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni le rapport de vérification des installations électriques réalisé par DEKRA et</p>

<p>daté du 12/08/24. Le rapport fait mention de 25 observations dont 23 récurrentes. Sur ces 25 observations, 17 sont indiquées par l'exploitant comme étant levées, 5 sont mentionnées comme étant « en cours », et 3 « en commande matériel ».</p> <p>L'exploitant précise que la levée des observations n'a pas pu être réalisée entre le contrôle de 2023 et le contrôle de 2024 par manque de moyens humains et financiers.</p> <p>La prochaine vérification des installations électriques sera réalisée dans le courant de l'été 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant s'assure que le rapport de vérification 2025 ne mentionne aucune observation récurrente. Il transmet à l'inspection le rapport dès réception.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 24</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis un procès verbal d'intervention de la société Eurofeu sur le parc d'extincteurs. L'intervention s'est déroulée le 10 octobre 2024.</p> <p>5 extincteurs ont été remplacés (appareils de plus de 10 ou 20 ans). Les autres sont mentionnés en "bon état" et "bon fonctionnement".</p> <p>L'exploitant a également présenté le rapport Q7 relatif à la vérification périodique des installations de détection automatique d'incendie. Cette vérification a été réalisée par SPIE le 3 mars 2023. Le rapport mentionne des observations (étage câble sectionné pour le SMSI, défaut terre pour le SDI...). L'exploitant ne précise pas les suites données à ces observations. Il précise par ailleurs n'avoir pas fait réaliser le contrôle 2024 pour cause de nouveau marché de maintenance. Il indique que le prochain contrôle est prévu pour juillet 2025.</p> <p>Concernant les RIA et les poteaux incendie, l'exploitant a transmis des documents modifiables, non signés, concernant une vérification visiblement réalisée en interne. Pour les RIA, la date de vérification mentionnée est le 21 février 2024. Tous les RIA sont jugés comme "conformes" excepté concernant le point de contrôle n°9 : "Remettre un plombage sur le robinet d'arrêt du RIA après avoir fait chuter la pression dans le tuyau".</p> <p>Concernant les poteaux incendie, l'exploitant a transmis un document de "vérification du 2ème semestre 2024" concernant tous les poteaux du CHU. Pour la blanchisserie, deux poteaux sont mentionnés (E1 et E2), avec la mention "RAS" et aucune observation. Les débits délivrés sont respectivement de 89.8 et 75.8 m3/h, les débits sous 1 bar sont de 64.6 et 48.3 m3/h.</p>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas procédé à la vérification de son système de détection incendie au cours de l'année 2024.</p> <p>L'exploitant précise les suites données aux observations du rapport de contrôle de 2023 sur le système de détection incendie sous 15 jours.</p> <p>L'exploitant précise pourquoi le point de contrôle n°9 est notifié comme non-conforme pour tous les RIA, et les conséquences et mesures associées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours